

Je regrette que mon temps de parole soit terminé. J'aurais encore beaucoup de choses à dire. On comprendra les raisons pour lesquelles moi et la majorité des Canadiens ne puissions plus faire confiance à ce gouvernement.

M. le vice-président: Y a-t-il des députés qui veulent poser des questions à l'honorable député de Joliette? S'il n'y en a pas...

L'hon. Donald J. Johnston (ministre d'État chargé du Développement économique et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, il me fait grand plaisir d'avoir cette occasion de participer au débat et surtout de suivre mon ami, mon collègue, le député de Joliette (M. La Salle) qui démontre avec une clarté frappante le vide dans la politique conservatrice. C'est vraiment fort impressionnant de parler pendant 20 minutes sans rien dire. Peut-être que j'exagère un peu, monsieur le Président, parce que je suis arrivé un peu en retard...

M. La Salle: Sûrement un petit peu.

M. Johnston: Mais quand même, c'est un talent qui, malheureusement, ne se trouve pas de ce côté-ci de la Chambre. Mais quand il parle comme cela, il me semble qu'il suit un peu la politique de son chef. Moi, j'étais présent pendant le discours du chef du parti progressiste conservateur (M. Mulroney) et lui aussi, il était fort impressionnant, très amusant parce que, également, il n'a rien offert. Mais il était très amusant quand même.

[Traduction]

Je voudrais ajouter, monsieur le Président, que le chef de l'opposition s'est montré fort amusant à la Chambre en accusant le gouvernement d'avoir volé les idées de son parti pour le discours du trône. Je dois dire qu'il n'a pas provoqué un éclat de rire à ce moment-là, mais, après réflexion, monsieur le Président, j'estime qu'il s'agissait de la partie la plus drôle de son discours. En effet, on ne pourrait même pas nous accuser d'avoir commis un menu larcin à cet égard. Pas besoin d'être avocat pour savoir qu'on ne peut pas voler ce qui n'existe pas. Tout ce qu'on pourrait nous reprocher, si nous avions repris les idées du parti conservateur, ce qui, je le répète, n'est manifestement pas le cas, c'est d'avoir fait une erreur de jugement. L'autre jour, monsieur le Président, j'ai appris à ce propos que la presse pouvait facilement déceler les enveloppes provenant du Bureau de recherche conservateur dans le courrier: elles sont vides.

• (1550)

Il est assez remarquable que le parti de l'autre côté affirme être le parti des années 1980 alors qu'il n'a pas énoncé une seule politique depuis les années 1970. Je suis ici un peu injuste envers le chef de l'opposition, celui-ci ayant publié, durant la course à la direction de son parti, un opuscule intitulé «Telle est ma position» que, comme nous le savons tous, les députés de ce côté-ci de la Chambre ont parcouru en cinq ou dix minutes pour essayer de connaître sa position. Comme je l'ai déjà mentionné, ce livre, s'il est réimprimé, devrait normalement porter un nouveau titre: «Telle était ma position».

Nous savons également que le député du Yukon (M. Nielsen) et le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) craignent en fait que leur chef présente des programmes politiques car, à titre de cerveaux du parti, ils ont pour position de ne pas avoir

de position. «Élisez-nous», disent-ils, «nous vous ferons ensuite part de notre position».

Notre parti, monsieur le Président, suit bien sûr une toute autre voie comme le démontre le discours du trône. Cet après-midi, au cours du peu de temps qui m'est alloué, je voudrais traiter de certains aspects économiques du discours du trône, compte tenu de la conjoncture actuelle et de la place qu'occupe le Canada en 1983 en tant que pays industrialisé de l'Occident. J'espère que le parti d'en face est prêt à entendre de bonnes nouvelles, car j'en ai à leur apprendre. Il est vrai que ces députés préfèrent habituellement voir une coupe à moitié vide qu'à moitié pleine, mais cette fois la coupe est plus qu'à moitié pleine.

Les observations formulées hier par mon collègue, le ministre des Finances (M. Lalonde), m'ont vivement intéressé. Il a en fait annoncé certaines des bonnes nouvelles que je vous réserve aujourd'hui. J'ai en main, monsieur le Président, la très prestigieuse revue internationale *Euromoney*, publiée au Royaume-Uni. Nos vis-à-vis savent qu'il s'agit peut-être de la plus prestigieuse revue au monde dans ce domaine. On trouve dans le numéro d'octobre un intéressant article intitulé «La résurrection des économies industrielles». On y constate que le Canada est en première place pour l'amélioration de son économie en 1983, et 93 pays ont été étudiés. Le Canada est au premier rang de 93 pays du monde pour l'amélioration de son rendement économique en 1983. Peu de Canadiens le savent, et je sais que mes amis d'en face, y compris les néo-démocrates, préféreraient que les Canadiens continuent de l'ignorer. C'est pourtant un fait. Je vais citer un bref passage de cet article:

Mais depuis le début de l'année, les principaux pays industrialisés ont connu un essor remarquable. Le produit intérieur brut du Canada a connu un revirement spectaculaire, passant d'un déclin de près de 5 p. 100 l'année dernière à un taux de croissance désaisonnalisé de 7.2 p. 100 au deuxième trimestre de cette année, chiffre qui risque toutefois d'être plus faible au quatrième trimestre. La reprise au Canada a été fortement influencée par l'amélioration de la conjoncture aux États-Unis, la hausse de la demande des exportations étant nettement supérieure à la hausse de la demande nationale.

Cette déclaration nous fait prendre conscience d'un fait que tous les Canadiens, me semble-t-il, ont maintenant appris à leurs dépens, et que le ministre des Finances lui-même réitérait durant la période des questions aujourd'hui, à savoir que le Canada est une nation marchande et qu'il est ainsi à la merci de ce qui se passe dans le reste du monde, notamment aux États-Unis.

Je suis réconforté par certaines des prévisions que l'on fait aux États-Unis. On m'a signalé aujourd'hui même qu'un très éminent analyste de l'économie, M. Charles B. Reeder, de la société DuPont des États-Unis, est vraiment très optimiste en ce qui concerne l'évolution de l'économie chez nos voisins du Sud. Il nous dit qu'en 1984, le nombre total d'emplois devrait augmenter de plus de trois millions pour atteindre un record de tous les temps; que le nombre de chômeurs devrait encore diminuer d'un million en 1984; que la production industrielle continuera d'augmenter et que le gain annuel enregistré sera de l'ordre de 8 à 10 p. 100. Les profits des sociétés devraient augmenter de plus de 30 p. 100. Le taux d'inflation restera faible, l'indice des prix à la consommation s'élevant de 4 à 5 p. 100 par rapport à 1983; le taux d'intérêt devrait baisser de un, deux ou même trois points de pourcentage, et le déficit fédéral devrait baisser d'au moins 30 milliards de dollars comparé au chiffre record de 1983, qui est de 195 milliards. Évidemment,